

L'année 1917 en Europe : convergences transnationales et hétérogénéité à l'échelle des nations et des régions

Maurice Carrez

► **To cite this version:**

Maurice Carrez. L'année 1917 en Europe : convergences transnationales et hétérogénéité à l'échelle des nations et des régions. Cahiers d'histoire. Revue d'histoire critique, Association Paul Langevin, 2017, L'Europe gronde..., pp.13-19. halshs-01988016

HAL Id: halshs-01988016

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-01988016>

Submitted on 21 Jan 2019

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

L'année 1917 en Europe : convergences transnationales et hétérogénéité à l'échelle des nations et des régions

S'il était encore besoin de donner une légitimité à l'histoire globale et aux phénomènes transnationaux¹, l'année 1917 en constituerait un vecteur parfait. En effet, l'Europe est alors le théâtre de phénomènes socio-économiques et socio-politiques qui dépassent largement le cadre étroit des frontières : partout en effet se répandent, dans les États belligérants comme dans les pays neutres, les pénuries alimentaires, l'inflation galopante, le recul de la production, la lassitude vis-à-vis du conflit, le désir de changement avec, comme effets, mouvements sociaux et contestation des pouvoirs en place ; en outre, malgré les difficultés de déplacement liées à l'existence des fronts, d'innombrables réseaux mettent en contact les militants politiques de tous bords, qu'ils soient nationalistes², révolutionnaires³, pacifistes⁴, « socialistes de guerre »⁵ ou simplement réactionnaires⁶. Arno Mayer, en son temps, a lu dans cette effervescence l'écroulement définitif de l'Ancien Régime⁷ ; cette thèse est contestée, certes, mais elle n'est pas dépourvue de toute consistance et a au moins le mérite de rechercher une explication générale ne se limitant pas à la fameuse « fascination pour la révolution russe », phénomène réel mais aussi tarte à la crème dont se sont gavés jusqu'à l'indigestion tous les adversaires du changement social et ceux qui ont voulu voir la main des bolcheviks derrière chaque contestation un tant soit peu sérieuse de l'ordre capitaliste.

Néanmoins, s'il y a bien en 1917 dans la plupart des pays européens un intérêt très fort pour les événements de Russie, c'est en premier lieu l'expérience de ce qui est concrètement vécu au quotidien sur son propre sol et son corollaire, l'espérance d'un changement rapide de politique, qui motive les résistances de tous ordres à des gouvernements évoquant les nécessités de la guerre pour se dédouaner⁸. Constater ce fait ne doit

cependant pas nous ramener vers une conception étroitement nationale de l'histoire, mais plutôt à une prise en compte équilibrée des facteurs expliquant à différentes échelles le grand mouvement transnational en gestation. D'où le parti pris par les auteurs de ce dossier d'analyser, dans différentes zones du continent, l'interaction du global, du national et du local aboutissant, de manière inégale, il est vrai, à la contestation des pouvoirs et à la mise en cause de leur légitimité. Pour ce faire, nous avons choisi d'étudier plusieurs cas de figure censés refléter la diversité des situations par rapport au conflit et à ses conséquences : deux États belligérants, l'Allemagne et l'Italie ; deux nationalités impliquées dans la guerre, mais cherchant à se servir des événements pour accéder à l'indépendance, l'Irlande et l'Estonie ; un État neutre, enfin, pris au piège des différents blocus et connaissant lui aussi d'importantes difficultés sociales. De surcroît, l'aire qu'ils dessinent est suffisamment large pour englober l'essentiel du continent, Russie non comprise. À défaut d'être exhaustif, notre échantillon a donc une représentativité suffisante à nos yeux pour donner lieu à des conclusions crédibles.

Mais que nous apprennent (ou confirment) les six articles réunis dans ce dossier sur l'Europe de 1917 ?

Tout d'abord qu'aucun pays (ou région) n'est épargné en 1917 par les misères du quotidien. Alexandre Bibert nous rappelle ainsi, à l'aide de sources en partie inédites, que la hausse des prix, très mal contenue en dépit des réglementations successives, grève lourdement les budgets populaires et que les Allemands les plus modestes souffrent gravement de la disette ; c'est la confirmation de ce que nombre d'études avaient déjà mis en lumière, mais l'article souligne fort à propos qu'il s'agit du principal ressort des premiers grands mouvements de contestation depuis le début du conflit. On retrouve aussi en Norvège, bien que de manière atténuée par rapport au cas précédent, une forte dégradation des conditions de vie ; Finn Olstad montre cependant que la cause majeure du mécontentement est d'abord l'aggravation visible des inégalités sociales, qui indignent une population très sensible à cette question, y compris parmi les classes moyennes. L'Estonie connaît également, en ville comme dans les campagnes, une situation socio-économique explosive, aggravée par la présence de troupes indisciplinées et de nombreux réfugiés. L'Italie et l'Irlande quant à elles n'échappent pas à ces fléaux, bien que des préoccupations d'ordre plus politique semblent occuper alors une place prépondérante dans les esprits.

Le poids des contraintes militaires constitue sans surprise l'autre élément essentiel de la montée du mécontentement. En Italie, comme le remarque Stéfanie Prezioso, il existe de fortes réticences à la conscription ; c'est même la source majeure de l'opposition à la guerre, renforcée par la discipline de fer que fait régner le commandement pour écraser les velléités de résistance. En Irlande, l'armée britannique est perçue par une bonne partie de la population comme une force d'occupation et d'oppression ; selon Olivier Coquelin, sa présence massive et le souvenir cuisant de la répression consécutive au soulèvement de Dublin en 1916 permettent au *Sinn Féin* de renforcer peu à peu sa présence sur le terrain, alors qu'il ne jouissait pas encore au début de 1917 d'un soutien important dans l'électorat autochtone. En Estonie, un nombre considérable d'hommes ont rejoint par obligation l'armée impériale russe : cela est douloureusement ressenti par le secteur agricole, mais sans qu'il y ait d'opposition massive à la conscription. Par contre, les défaites successives sur le front polonais, puis balte, ont entraîné le repli de régiments russes souvent indisciplinés et pratiquant le pillage quand l'approvisionnement fait défaut, ce qui est plutôt fréquent. Cet état de fait ne peut que renforcer la propagande nationaliste en faveur d'une large autonomie, puis de l'indépendance à partir de novembre. En Allemagne, l'esprit de défense nationale reste fort et l'opposition à la guerre, qui s'affirme progressivement, obéit d'abord, d'après Alexandre Bibert, à des préoccupations socio-économiques. Cela dit, il ne faudrait pas négliger l'impact des deuils et des sacrifices sur la population, comme cela a été démontré par Benjamin Ziemann⁹. En Norvège également, les mesures militaires et policières¹⁰ sont dénoncées sans relâche par la gauche travailliste pour laquelle le pacifisme, à l'instar de ses homologues suédois, reste une pierre angulaire de la lutte pour le socialisme. Nous retrouvons donc un peu partout, bien qu'avec des modalités et des degrés différents, un certain rejet de l'omniprésence et des méthodes de l'armée en tant qu'institution et émanation de la puissance tutélaire ; il nourrira le pacifisme de l'entre-deux-guerres. Ce point est important car il relativise en partie les théories du consentement¹¹ et de la « brutalisation¹² », qu'il faut considérer avec prudence, même si la violence, parfois la plus extrême, est omniprésente dans les faits à cette époque.

Il apparaît en troisième lieu que les cheminements de la conscience politique sont complexes et dépendent beaucoup des conditions concrètes et des lieux dans lesquels ils se situent. En Estonie, l'opposition à la guerre et à ses conséquences renforce sans nul doute la volonté radicale

de changement parmi les principales victimes de la crise ouverte par le conflit, d'où un vote massif fin 1917 pour les bolcheviks, qui symbolisent ce désir de rupture ; les nationalistes utilisent également l'existence de ces difficultés pour les mettre au compte de leurs adversaires et de la Russie, en faisant miroiter la perspective d'une indépendance salvatrice. Dans ce cas précis, les préoccupations nationales et sociales se rejoignent ou s'affrontent selon les circonstances, d'où une situation intérieure potentiellement conflictuelle. En Norvège, la question nationale est réglée depuis 1905 ; la crise socio-économique provoquée par le conflit mondial est donc le principal argument de l'Opposition ouvrière pour exiger, avec l'assentiment d'une grande partie des ouvriers et des paysans sans terre, des réformes profondes et dénoncer l'inefficacité de la direction réformiste du parti et de LO (*Landsorganisasjonen i Norge*, la grande centrale syndicale du pays) ainsi que la rapacité de la bourgeoisie. En Italie, les conditions dans lesquelles la guerre a été finalement déclarée en 1915 et l'opposition d'une majorité de prolétaires à cette option tragique a provoqué chez eux une détestation de l'appareil militaro-politique et du patronat qui s'enrichit des commandes militaires. Dans ces trois cas, même profondément différents, la conscience de classe telle que l'entendent les marxistes joue un rôle central dans le processus de rejet du pouvoir. En Allemagne, celle-ci n'est pas absente, mais elle ne débouche pas d'emblée sur l'exigence massive d'un bouleversement politique, qui ne viendra que l'année suivante ; le rôle de frein joué par le puissant Parti social-démocrate majoritaire explique en partie cette situation, mais le patriotisme et la peur de la défaite ont leur part dans cette relative modération. Notons toutefois que le consensus, réel ou supposé, est déjà en voie d'effritement¹³. Le cas irlandais, pour sa part, n'obéit pas aux mêmes canons : Connolly, qui tentait de réconcilier conscience nationale et conscience de classe, est mort lors du soulèvement de Dublin et ses successeurs, en voulant donner priorité à la seconde sur la première, se coupent en partie de milieux populaires qui ont le réflexe inverse. Ce sont donc les nationalistes radicaux qui raflent la mise. En somme, il n'y a pas de schéma unique expliquant le passage d'une crise économique et sociale à une crise politique : les possibilités varient en fonction de ce qui est jugé prioritaire par les masses à un moment donné ; en l'oubliant, une direction politique peut perdre rapidement la main, tout l'art consistant à comprendre ce que la conjoncture permet ou pas.

Quatrième constat, les possibilités de régler le conflit de manière globale ne sont pas encore réunies, non seulement parce que les États

belligérants n'en ont pas la volonté, sauf les bolcheviks russes après la révolution d'Octobre, mais aussi parce qu'il n'y a aucune force organisée à l'échelle internationale qui soit suffisamment forte pour stopper les opérations militaires. L'article d'Andrea Benedetti en est une bonne illustration pour ce qui concerne le socialisme international. La direction du BSI (Bureau socialiste international) n'a plus l'autorité nécessaire pour imposer la tenue d'une conférence de réconciliation, ne serait-ce qu'en raison de son hostilité affichée envers les zimmerwaldiens et les révolutionnaires, ainsi que des manœuvres dilatoires des principaux partis belligérants. L'échec de la conférence de Stockholm révèle au monde l'état de division et de déliquescence provisoire dans lequel est tombé en trois ans le mouvement ouvrier organisé. Cette impuissance à construire la paix doit nous mettre en garde contre la surestimation de ce que la globalisation, en germe à la fin du XIX^e siècle, a pu construire en termes de liens transnationaux. Norman Angell¹⁴ avait lui-même sombré dans une grande illusion lorsqu'il pronostiqua en 1910 l'impossibilité d'une guerre mondiale. L'existence de fortes connexions internationales ne signifie en rien l'effacement des particularismes, parfois même au contraire.

Quoi qu'il en soit, l'année 1917 constitue enfin un excellent observatoire pour comprendre que la vérité d'une période n'est pas forcément celle de la suivante. En effet, si les structures profondes sont très importantes pour comprendre le cours de l'histoire et si elles laissent parfois entrevoir la probabilité de tel ou tel scénario ultérieur, elles n'impliquent aucune fatalité de l'évolution à court ou moyen terme. Un article du professeur Åsmund Egge, qui sera publié dans le n° 138 des *Cahiers d'histoire*, est là pour nous le rappeler : si en 1917, la gauche révolutionnaire norvégienne a le vent en poupe et décide en 1919 de rejoindre l'Internationale communiste, elle se divise à partir de cette date, puis se scinde en 1923 ; cinq ans plus tard, l'ancienne aile droite du Parti travailliste fusionnera à nouveau avec l'ancienne gauche devenue centre et la nouvelle formation adoptera une démarche de type réformiste, en dépit d'un discours encore très anticapitaliste et d'un refus d'adhésion à l'IOS, il est vrai en plein marasme. Et ce n'est pas la ligne de « rapprochement » avec l'URSS, perceptible à certaines époques, qui contredit ce changement assumé. De même, en Estonie, les bolcheviks sont balayés en février 1918 par l'invasion allemande et ne sont pas en mesure de reconquérir leurs positions un an plus tard, car les nationalistes, pourtant en difficulté au début, réussissent à entraîner avec eux une majorité d'Estoniens. Quant à l'Allemagne, elle connaît,

entre 1918 et 1920, une poussée révolutionnaire qui tranche avec la relative timidité des mouvements de 1917. En somme, les articles sur l'année 1917 rassemblés dans ce dossier rappellent bien que rien n'est écrit d'avance dans la façon dont évoluent les mouvements sociaux, même si l'on peut après coup avancer des explications de leur réussite ou de leur échec.

Maurice CARREZ,
université de Strasbourg,
UMR 7367 Dynamiques européennes

1. Parmi une abondante littérature consacrée à ce sujet depuis une vingtaine d'années, on peut retenir : Philippe Beaujard, Laurent Berger et Philippe Norel (dir.), *Histoire globale, mondialisations et capitalisme*, Paris, La Découverte, 2009 ; Alain Caillé et Stéphane Dufoix (dir.), *Le Tournant global des sciences sociales*, Paris, La Découverte, 2013 ; Chloé Maurel, *Manuel d'histoire globale*, Paris, Armand Colin, 2016 ; Emily Rosenberg (ed.), *A World Connecting, 1870-1945*, Cambridge (Mass.), 2012 ; Anthony Hopkins (dir.), *Globalization in world history*, Londres, Pimlico, 2002 ; Jürgen Osterhammel, *Die Verwandlung der Welt. Eine Geschichte des 19. Jahrhunderts*, Munich, C.H. Beck, 2009 ; Michael Geyer et Johannes Paulmann, *The mechanics of internationalism : culture, society, and politics from the 1840s to the First World War*, Oxford, Oxford University Press, 2001.
2. Par exemple, il est depuis longtemps établi que les nationalistes des provinces baltes et de Finlande ont des relations suivies avec la Wilhelmstrasse ou l'ambassade allemande à Stockholm, plaque tournante des échanges entre l'Empire russe et l'Europe centrale (Allemagne, Suisse) ou occidentale (France, Grande-Bretagne).
3. Hans Björkegren, *Venälästä postia. Venäläiset vallankumoukselliset pohjolassa 1906-1917 (La boîte aux lettres russe. Les révolutionnaires russes dans le Nord 1906-1917)*, Keuruu, Otava, 1987.
4. Romain Rolland entretient des liens multiples avec la France et d'autres pays belligérants depuis son refuge suisse : Romain Rolland, *Journal des années de guerre, 1914-1919*, Paris, Albin Michel, 1952.
5. On connaît ainsi les nombreux voyages de Marcel Cachin en Grande-Bretagne, en Suisse et en Italie au début du conflit (Marcelle Hertzog-Cachin, *Regards sur la vie de Marcel Cachin*, Paris, Éditions sociales, 1980, p. 90 ; Marc Ferro, *La Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Gallimard, 1969, p. 129 ; Gilles Candar et Christophe Prochasson (dir.), *Marcel Cachin. Carnets 1906-1916*, Paris, CNRS éditions, 1993, p. 32, 724, 746-747) ou bien ceux de Charles Dumas en Russie (fonds Charles Dumas de l'Institut d'histoire sociale).
6. Pour les contacts entre la noblesse balte et Berlin, voir par exemple, Arved Freiherr Von Taube, « Die baltisch-deutsche Führungsschicht und die Loslösung Livlands und Estlands von Russland, 1916-1918 », in Jürgen Von Hehn, Hans Von Rimscha & Helmuth Weiss (dir.), *Von den baltischen Provinzen zu den baltischen Staaten. Beiträge zur Entstehungsgeschichte der Republiken Estland und Lettland, 1917-1918*, Marburg/Lahn, J.-G. Herder-Institut, 1971, p. 111-112.
7. Dernière version : Arno Mayer, *The Persistence of the Old Regime. Europe to the Great War*, Londres, Verso, 2010 (première édition 1981).
8. Ces résistances naissantes ne sont pas sans lien avec l'arrivée à la tête des gouvernements des pays belligérants de personnages bien décidés à mener la guerre jusqu'au bout et à mater les « pacifistes », par exemple Clemenceau en France, Lloyd George en Angleterre, Orlando en Italie. En Allemagne,

le chancelier Bethmann-Hollweg, jugé trop hésitant par l'OHL (le Commandement suprême de l'armée), est forcé à la démission dès l'été.

9. Benjamin Ziemann, *War Experiences in Rural Germany, 1914-1923*, Oxford/New York, Berg, 2007.

10. Une insistance sur ce point dans Rolf Hobson, Tom Kristiansen, Nils Arne Sørensen & Gunnar Åselius, «Introduction-Scandinavia in the First World War», in Claes Ahlund (dir.), *Scandinavia in the First World War. Studies in the War Experience of the Northern Neutrals*, p. 26 sq.

11. Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker en sont en France les principaux représentants. Voir entre autres, Stéphane Audoin-Rouzeau et Annette Becker, *14-18 : retrouver la guerre*, Paris, Gallimard, 2000.

12. Ce concept a été forgé par George L. Mosse, *De la Grande Guerre au totalitarisme : la brutalisation des sociétés européennes*, Paris, Hachette, 1999.

13. Dès le début du conflit, on constate en Allemagne, du moins dans certaines régions, une opposition à la politique officielle du SPD, qui ne se limite pas au groupe Spartacus. J'ai eu l'occasion de le signaler pour le nord du pays, Maurice Carrez, «Les débuts de la Première Guerre mondiale dans l'espace baltique : la fin des illusions ?», *Revue d'histoire nordique (Nordic Historical Review)*, n° 15, décembre 2012, p. 59-115 ; «Les grandes villes portuaires de la Baltique au début du XX^e siècle : un dynamisme facteur de risque ? Les exemples comparés de Königsberg (Kaliningrad), Reval (Tallinn) et Helsingfors (Helsinki)», in Anne-Marie Granet-Abisset et Stéphane Gal (dir.), *Les territoires du risque*, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, mai 2015, p. 17-42.

14. Norman Angell, *The Great Illusion : a Study of the Relation of Military Power to National Advantage*, 1910.

